



# Sauvons les soins de santé

# Notre système de soins de santé s'effondre

***“Je déconseille à mes enfants et petits-enfants de faire le même métier que moi. Et je suis loin d’être la seule.”***

Les signaux d'alarme s'allument les uns après les autres dans les soins de santé. Un soignant sur quatre envisage de quitter le secteur.<sup>1</sup> C'est aussi le cas d'un médecin généraliste sur trois. Quantité de lits sont fermés faute de personnel pour s'occuper des patients. Un service des urgences à Herstal a pris la décision inédite de fermer plusieurs jours, face à la détresse du personnel. A Gand, les soins intensifs fermeront des lits à Noël pour protéger leur équipe.

Un infirmier des soins intensifs témoigne : « En sept ans de carrière, j'ai vu partir 29 collègues, dont un seul partait à la pension. La meilleure infirmière spécialisée de ma promotion a tenu un an à l'hôpital, puis a changé de métier. Quel gâchis. » Une autre : « J'ai 35 ans et je suis la plus âgée de mon service. Tout le monde s'en va. Nous devons donner immédiatement des responsabilités à des jeunes sans expérience. Il y a des accidents. » Sept soignants sur dix dénoncent ne pas pouvoir fournir aux patients les soins qu'ils méritent. Résultat : les hautes écoles font le constat amer que les étudiants en infirmerie abandonnent en masse dès la deuxième année<sup>2</sup>.

---

1 Selon une récente étude du Zorgdrukbarometer de l'Université d'Anvers. Zorgnet Icuuro avait estimé ce chiffre à 20% avant la deuxième vague. C'était 10% avant la première vague.

2 Eva Goossens, professor en soins à l'Université d'Anvers, Het Laatste Nieuws, 16 décembre 2021.

# Revaloriser les soignants, il en va de notre santé à tous

**« Le Covid a rendu le travail des soignants visible. Soudain, nos conditions de travail le sont devenues aussi: le rythme infernal, la flexibilité, la charge mentale. Mais depuis le début de la crise, pas grand-chose n'a changé. »**

Qui sera là pour nous soigner si les professionnels de la santé quittent le secteur en masse ? On lit ça et là que notre système de soins de santé est au bord de l'effondrement. Le débat revient périodiquement à chaque nouvelle vague. La réalité est que le système est déjà en train de s'effondrer, c'est ce que montrent les multiples signaux d'alarme. Les soins de santé sont en danger. Qualité et accessibilité des soins ne peuvent être garanties sans personnel bien formé et bien dans sa peau. Revaloriser le personnel des soins de santé et leur donner des perspectives doit être une priorité politique et budgétaire. Il en va de la santé des soignants et de notre santé à tous.

Nous en sommes très loin aujourd'hui. Le gouvernement n'a annoncé aucun nouvel investissement depuis le début de la deuxième vague. On attend du personnel une extrême flexibilité. Comme des pions, ils et elles sont déplacés de service en service. On attend d'eux qu'ils viennent travailler à la dernière minute pour boucher les trous. La réforme des salaires a laissé sur le carreau un grand nombre de mécontents et le débat sur les métiers pénibles a été enterré par le gouvernement Vivaldi. Le ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke (Vooruit) a menacé avec des procès-verbaux la clinique d'Herstal qui a fermé ses urgences face à la détresse de son personnel, au lieu de venir avec des solutions. Alors qu'on manque de bras dans tous les établissements du pays, les infirmiers brevetés (non bacheliers) sont menacés d'être déclassés sous pression de l'UE et Vivaldi menace de licencier les soignants en cas de non-vaccination. Face à la pénurie de personnel, le gouvernement veut

rendre définitive la délégation (normalement provisoire) des tâches des infirmiers vers les aide-soignants et des aide-soignants vers les aide-logistiques. Ils et elles ne sont ni formés, ni payés pour ces tâches supplémentaires, ce qui est source de tensions, de stress et multiplie le risque d'accidents.

## **Plan du PTB : 1,9 milliard d'euros pour revaloriser la santé**

Nous pouvons sauver les soins de santé, mais il faut agir maintenant. Avec un plan nécessaire pour les héros et héroïnes des soins. Un plan qui rend les emplois dans le secteur vraiment attrayants. Un plan qui garantit les meilleurs soins. Le gouvernement dispose de deux leviers immédiats pour revaloriser le secteur: les salaires et les pensions. Une action significative sur ces deux leviers doit permettre au personnel actuel de rester dans le secteur et à une partie des professionnels qui ont quitté le secteur de revenir. En effet, la pénurie d'infirmiers est relative: le personnel qualifié existe, mais 19.000 infirmiers diplômés travaillent aujourd'hui dans un autre secteur d'activité<sup>3</sup>. Cela doit être couplé à des investissements urgents pour augmenter le nombre de bras au chevet du patient. Cela représente des investissements de 1,9 milliards qui doivent venir renforcer le Fonds Blouses Blanches actuel.

### **→ Augmenter le salaire brut de 10%**

***« Les travailleurs des soins de santé font un travail essentiel, ils méritent le respect, et ça passe par des salaires décents. »***

Pour toutes et tous, qu'ils soient ou non passés au nouveau système de classification IFIC. Une augmentation de salaire significative doit permettre de faire revenir dans le secteur une partie des professionnels qui ont quitté le secteur. Cette augmentation permet également les bas salaires de passer le cap des **14 euros brut de l'heure**. Cela doit être

---

3 KCE report 2019, p.9

compensé par une augmentation du financement forfaitaire dans le Budget des Moyens Financiers pour le personnel ouvrier afin de ne pas pousser à la sous-traitance. Coût budgétaire à partir de 2022 : 792 millions d'euros.

## → **Sacrifier sa vie privée? Double salaire**

**« Entre les nuits et les weekends, la vie de famille ne tient pas à grand-chose. Et impossible aussi d'avoir un hobby quand on reçoit ses horaires le 20 pour le mois qui suit. »**

L'hyperflexibilité des hôpitaux impose de lourds sacrifices. Pourtant, les primes pour les heures de weekend (samedi +26%, dimanche +56%) et de nuit (+35%) sont de loin inférieures à ce qu'on trouve ailleurs sur le marché du travail. Les primes doivent passer à 100% à l'image de ce qui se fait dans la grande industrie. Coût budgétaire à partir de 2022 : 700 millions d'euros.

## → **Droit au repos dès 60 ans et reconnaissance comme métier pénible**

**« Travailler dans les soins de santé, c'est subir un décalage horaire constant quand on passe du tôt au tard. Avec l'âge, cela devient de plus en plus difficile. »**

Trop peu de gens le savent: l'âge minimum de départ à la pension pour une infirmière aujourd'hui est de **63 ans** et seule une petite minorité est en mesure de répondre aux conditions impossibles pour y avoir droit<sup>4</sup>. Celles et ceux qui ne répondent pas à cette condition devront travailler jusqu'à l'âge de **66 ans**<sup>5</sup>. Ce n'est pas tenable, beaucoup tombent

---

4 A savoir: 42 ans de carrière minimum à l'âge de 63 ans. Dès lors que les études duraient trois ans à l'époque, il faut aligner toutes les conditions suivantes pour y arriver: n'avoir jamais raté une année d'école, et ne jamais avoir pris d'interruption de carrière pour s'occuper de ses enfants. Autant dire pas grand-monde dans un secteur où 80% de la force de travail est féminine.

5 Une exception: celles qui ont aujourd'hui déjà plus de 62 ans pourront encore prendre leur pension à 65 ans.

malades. Travailler trop longtemps dans un métier pénible raccourcit également l'espérance de vie, vous privant une nouvelle fois du droit à la pension<sup>6</sup>.

Voilà pourquoi le PTB demande le droit au repos dès l'âge de **60 ans, après 35 ans de carrière**, avec une carrière complète de 38 ans pour les métiers pénibles. Concrètement, un travailleur ayant fait 20 ans de travail pénible pendant sa carrière peut alors s'arrêter à 60 ans et recevoir soit sa pension anticipée s'il a minimum 35 ans de carrière, soit sa pension complète s'il a minimum 38 ans de carrière.

## → Plus de bras: doublement des investissements (pour commencer)

*« Ce qui me pèse le plus, c'est de courir d'un lit à l'autre sans avoir le temps de donner de l'attention à mes patients. »*

En octobre 2019, à l'initiative du PTB et grâce à la pression du terrain, 403 millions ont été investis dans le Fonds blouses blanches pour engager plus de personnel. Cela permet d'engager en moyenne environ 1 personne par service, mais ces moyens sont aujourd'hui souvent engloutis par les unités covid, sans amélioration palpable dans les autres unités de soins. Ce que le PTB demande :

1. Il faut minimum 4 personnes supplémentaires par service pour que les effets positifs se fassent sentir sur le terrain, ce qui revient à quadrupler les investissements actuels. Le PTB demande de commencer par doubler les investissements actuels maintenant. Deux autres tranches d'investissements sont à planifier dans le cadre de la concertation sociale. Coût budgétaire à partir de 2022 : 403 millions d'euros supplémentaires, à ajouter aux 403 millions actuels du Fonds.

---

<sup>6</sup> Martin Brussig et Susanne Eva Schulz, 'Soziale Unterschiede im Mortalitätsrisiko. Das frühere Arbeitsleben beeinflusst die fernere Lebenserwartung', IAQ-Report Universität de Duisburg, juin 2019.

2. Dès lors que le système actuel de financement pousse les directions d'hôpitaux à être en permanence en recherche de fonds, il n'est pas souhaitable que le Fonds Blouses Blanches continue à être versé via le Budget des Moyens Financiers. Il doit revenir dans le Fonds Maribel social pour garantir un contrôle démocratique efficace des organisations syndicales dans tous les hôpitaux, ce qui n'est pas garanti aujourd'hui.
  
3. Les nouveaux investissements doivent être couplés au lancement d'un plan visant à aligner les normes d'encadrement (nombre de patients par infirmier) sur les meilleures expériences au niveau européen.